

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/82
27 octobre 2004

(04-4570)

Original: anglais

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LA TRINITÉ-ET-TOBAGO EN QUALITÉ DE COORDONNATEUR DU GROUPE ACP À GENÈVE

La communication ci-après, datée du 21 octobre 2004 et adressée au Président du Conseil général, est distribuée à la demande de la délégation de la Trinité-et-Tobago.

Je vous transmets, pour information, la déclaration ci-jointe qui a été établie par la délégation de la Trinité-et-Tobago, en qualité de coordonnateur du Groupe ACP à Genève, en vue d'être prononcée à la réunion du Conseil général du 20 octobre 2004, au nom du Groupe ACP.

Le document reprend les vues des Membres du Groupe concernant l'ensemble de résultats de juillet et le processus postérieur au mois de juillet. Certains craignent que la date fixée pour la Conférence ministérielle de Hong Kong, Chine, puisse influencer sur le rythme d'avancement des négociations; toutefois, le Groupe comprend pleinement la nécessité de la décision et s'y conformera en conséquence.

Il serait souhaitable que la présente déclaration soit distribuée à tous les Membres de l'OMC en tant que document officiel de l'OMC afin de les informer de la position des pays ACP au moment de la réunion du Conseil général, le 20 octobre 2004.

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DE LA TRINITÉ-ET-TOBAGO AU NOM DU GROUPE ACP

1. Préambule

1. En ma qualité de coordonnateur du Groupe ACP à Genève, je voudrais saisir cette occasion pour donner un aperçu de certaines des questions qui sont cruciales pour le Groupe ACP dans le contexte des prémodalités techniques actuelles, et des phases suivantes des négociations concernant les modalités.

2. Le Conseil général étant parvenu le 1^{er} août 2004 à la décision que l'on appelle communément l'ensemble de résultats de juillet, nous devons maintenant impérativement faire fond sur la plateforme offerte par les cadres qui y figurent. Néanmoins, nous devons procéder de façon pragmatique et en incluant tous les Membres, afin que ce soit le processus de négociation, et non la puissance économique, qui dicte l'issue éventuelle.

3. Bien que le cadre pour les modalités ait donné un élan supplémentaire aux négociations, il a également différé, dans une certaine mesure, l'examen de plusieurs points primordiaux et un accord à leur sujet. Ces points comprennent, mais pas exclusivement, le traitement des propositions axées sur les accords particuliers relatives au traitement spécial et différencié; les questions de mise en œuvre en suspens et les dimensions développement du Programme de travail de Doha, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et des services.

4. Il est également essentiel que l'approche adoptée dans le processus de négociation, les travaux techniques menés, ainsi que les discussions de fond que nous engageons, soient replacés dans le contexte des aspects développement du Cycle de Doha, tels qu'ils sont exposés dans la Déclaration ministérielle de Doha.

5. Dans la perspective de la 6^{ème} Conférence ministérielle prévue pour décembre 2005 à Hong Kong, Chine, nos efforts devraient être guidés par l'engagement de concrétiser pleinement la dimension développement du Programme de Doha pour le développement incorporée dans l'ensemble de résultats de juillet.

6. Dans le même ordre d'idées, l'architecture du processus postérieur au cadre de juillet devrait viser à créer des instruments de politique ciblés, fonctionnels, destinés à faciliter et à renforcer la compétitivité commerciale et à favoriser le développement durable des États membres du Groupe ACP.

2. Facilitation des échanges

7. En ce qui concerne la facilitation des échanges, le Groupe ACP se félicite de l'établissement du Groupe de négociation sur la facilitation des échanges et de la nomination de M. l'Ambassadeur Noor à la Présidence de ce groupe. Les pays ACP se réjouissent à l'idée de travailler en harmonie avec le Président, au moment d'établir un régime multilatéral fondé sur les règles qui faciliterait le mouvement, la mainlevée et le dédouanement rapides des marchandises, y compris les marchandises en transit. Néanmoins, ils espèrent qu'en poursuivant cet objectif, les négociations dans ce domaine resteront fidèles au principe primordial selon lequel il faut s'efforcer de clarifier et d'améliorer les aspects pertinents des articles V, VIII et X du GATT de 1994.

8. Tout en acceptant les modalités convenues figurant à l'annexe D, et en nous félicitant des efforts déployés pour tenir compte des intérêts mis en évidence par les pays ACP, nous espérons que le dialogue dans le cadre des négociations visera à répondre aux préoccupations que nous avons encore. Il est également important que les négociations sur la facilitation des échanges n'occultent pas d'autres domaines cruciaux, dans lesquels on peut dire intuitivement que le capital de négociation et le capital technique seraient mieux employés, si nous voulons procurer aux pays en développement les avantages que le Cycle de Doha pour le développement est censé leur apporter.

3. Agriculture

9. L'importance que les États membres du Groupe ACP accordent aux négociations sur l'agriculture est bien connue. Dans les pays ACP, l'agriculture est fondamentale pour la réalisation des objectifs nationaux de développement et de politique commerciale, en particulier la préservation de la sécurité alimentaire et la garantie des moyens d'existence, l'emploi et le développement rural ainsi que la lutte contre la pauvreté. À cet égard, les questions suivantes:

- produits spéciaux (PS);

- mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) destiné à protéger de manière significative nos marchés nationaux contre les poussées des importations et la fluctuation des prix internationaux;
- traitement spécial et différencié, en particulier en ce qui concerne les réductions tarifaires;
- exemption des réductions du "*de minimis*";
- traitement des PDINPA; et
- préférences de longue date et érosion des préférences;

sont quelques-uns des aspects essentiels de la flexibilité et de la marge de manœuvre nécessaires pour préserver ces objectifs et faire en sorte que nos préoccupations en matière de développement soient prises en compte.

10. Le Groupe soutient également l'approche adoptée par le Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture qui vise à engager, en parallèle, des travaux techniques concernant les trois piliers. Néanmoins, il est essentiel que l'incorporation du traitement spécial et différencié et le traitement des préoccupations en matière de développement s'étendent aux travaux portant sur chacun de ces piliers.

4. Coton

11. En ce qui concerne la question du coton, l'accord-cadre reconnaît l'importance des aspects relatifs au développement de l'Initiative sur le coton, ainsi que la complémentarité des dimensions commerce et développement. L'approche exposée accorde à la question l'attention urgente et ciblée qu'elle mérite et comporte les éléments essentiels nécessaires à sa résolution rapide au cours de la phase actuelle des négociations.

12. À cette fin, le Sous-comité du coton devrait être établi dès que possible et une importance égale devrait être accordée aux aspects de ses travaux qui concernent le commerce et le développement. Il est également important qu'il y ait une cohérence entre le Comité et les négociations engagées dans le cadre de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture. En outre, les travaux techniques menés en ce qui concerne chacun des piliers devraient viser à trouver des solutions à la question du coton. De plus, le Groupe ACP est favorable à ce que le coton soit inscrit à l'ordre du jour de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture, où l'avancement des travaux du Comité, ainsi que des négociations, peuvent être examinés et évalués.

5. AMNA

13. Les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) sont susceptibles d'apporter aux économies des États ACP des avantages concrets. À cet égard, il est impératif que les États ACP se voient accorder une flexibilité adéquate pour préserver leurs initiatives nationales en matière d'industrialisation et de modernisation. Le Groupe ACP prend note de ce qu'il est largement convenu que les travaux techniques actuels et futurs du Groupe de négociation sur l'AMNA devraient se concentrer sur un trois éléments, à savoir la formule, l'élimination sectorielle des droits et les flexibilités.

14. Cela étant, ou étant donné que la question des préférences a été identifiée au paragraphe 1 de l'annexe B de l'ensemble de résultats de juillet comme l'un des éléments sur lesquels des travaux additionnels sont requis pour que l'on puisse arriver à un accord, il faudrait envisager de l'inclure

parmi les éléments centraux. Les discussions menées dans le cadre des réunions de novembre et de décembre du Groupe de négociation sur l'AMNA devraient également avoir pour objet d'arriver à une concordance de vues au sujet de la signification, des conséquences et de la finalité du paragraphe 1 de l'annexe B.

15. Il est aussi important pour les négociations sur l'AMNA de traiter les obstacles non tarifaires qui limitent effectivement l'accès aux marchés des exportations des États ACP. À cet égard, le Groupe voudrait réaffirmer l'engagement de ses États membres de contribuer au processus en présentant leurs notifications concernant les obstacles non tarifaires.

6. Traitement spécial et différencié et questions de mise en œuvre

16. Il est essentiel que nous saisissons l'occasion qu'offre le Cycle de Doha pour réformer le système commercial multilatéral et le rendre mieux à même de contribuer au développement des économies faibles et vulnérables de nos Membres. À cette fin, nous devons traiter les propositions axées sur des accords particuliers concernant le traitement spécial et différencié dans les délais prévus par l'ensemble de résultats de juillet et dans le cadre des paramètres du mandat ministériel de Doha. De même, une feuille de route claire et précise devrait être établie pour ce qui est de trouver des solutions appropriées aux questions et préoccupations liées à la mise en œuvre en suspens, au plus tard en juillet 2005.

7. Questions de procédure

17. Alors que nous nous efforcerons de transformer les principes et les concepts des cadres en modalités complètes, il est impératif que les principes de la transparence et de la participation de tous continuent de guider l'organisation de nos travaux. En outre, bien que les négociations continuent à être fluides, il sera peut-être nécessaire d'établir un calendrier provisoire des réunions. Cela permettrait d'avoir des délais suffisants pour la planification, des analyses techniques internes et la participation des experts des administrations nationales.

18. Le Groupe ACP est également d'avis que les progrès substantiels réalisés dans les négociations devraient, le moment venu, servir à déterminer ce qui serait réalisable à la 6^{ème} Conférence ministérielle, à Hong Kong. Par conséquent, il sera peut-être nécessaire de procéder à un "audit des progrès" au cours du printemps 2005. Cela étant, le Groupe craint dans une certaine mesure que les négociations ne durent trop longtemps, d'autant qu'il est urgent de rééquilibrer les règles commerciales mondiales.

19. Ainsi, afin de garantir une progression régulière en ce qui concerne les modalités, il faudrait envisager de demander une orientation et un élan politiques à Genève, avant la Conférence ministérielle, dans un cadre similaire à celui qui a été utilisé pour le processus de juillet.

8. Conclusion

20. Enfin, les pays ACP soulignent que l'ensemble de résultats de juillet auquel le Conseil général a abouti fait que la perspective d'un remodelage des règles commerciales multilatérales nous apparaît maintenant beaucoup plus clairement. Le Groupe voudrait aussi réaffirmer qu'il est prêt à s'employer avec les autres Membres, de façon active et constructive, à résoudre toutes les questions techniques, politiquement sensibles et systémiques, qui restent à traiter.
